



Compte rendu de l'AG d'AGA le 25 01 2017

En préambule nous avons confirmé les 5 grands sujets que nous croyons nécessaires d'aborder, pour rappel : **Travail et emploi, Institutions, Cohésion sociale, Europe, Territoires.**

Nous avons évoqué la complexité de la situation politique dans notre pays, crise et division de la « gauche » profondément éclatée, risques de droitisation jusqu'au FN. Mais c'est aussi la situation qui prévaut en Europe et dans toutes les parties du monde, à des degrés divers.

Faire face c'est trouver les points clés d'une évolution de l'opinion, les problèmes classiques transformés par les multiples crises rampantes (par exemple le surgissement du débat sur le « revenu de base », pourtant en débat depuis plusieurs années) et les manières de les aborder.

Faire face, c'est encore trouver les modes d'accès à « l'opinion publique » qui bouge et s'exprime, souvent fortement, mais très souvent en récusant la politique et en cherchant à la pratiquer dans des formes dont nous n'avons pas l'expérience.

Et nous n'avons pas beaucoup de temps et de moyens pour le faire. Mais tous les présents ont jugé nécessaire de nous impliquer et de contribuer à ce débat, qui se poursuivra sûrement après les échéances électorales. Nous avons évoqué la nécessité de retrouver une expression politique, en qq sorte au-delà de la « *gauche autrement* », liée en somme à la « *politique autrement* », dans la mesure où nous ressentons l'hésitation d'un très grand nombre de nos concitoyens : quand, qui et quoi sont à gauche, à droite et surtout quelles modalités et projets concrets peuvent nous permettre d'identifier des solutions praticables au-delà d'idées ou d'appartenances traditionnelles. Les étiquettes de partis, les projets ne le permettent pas dans la confusion qui règne à présent. D'où la nécessité d'identifier des éléments de programmes ou de projets concrets.

Nous avons aussi pointé notre lacune vis à vis des *questions écologiques*, en pensant que nous pourrions nous appuyer sur des réflexions solides dans les milieux qui travaillent plus précisément ce très vaste et très important sujet.

Au cours de notre réunion nous avons abordé en petit groupes puis en débat général les 3 sujets ci-après.

Travail et emploi (rapporteur J Gilbert) ; sont pointés face au chômage qui résiste

- la stagnation du PIB et la diminution des gains de productivité
- la montée de l'économie résidentielle (ex : autoproduction)
- les pratiques sociales (et économiques) nouvelles du collaboratif, de l'expérimentation, de l'entrepreneuriat
- les limites de la diminution du temps de travail (la RTT), négociations et règles, modes de financement par divers systèmes fiscaux ou de « prélèvements »

Vient alors le débat sur le revenu de base posé de manière intéressante par Hamon (PS). Très ambitieux et dont la mise en place est probablement (si elle advient) une affaire en longue période tant elle bouscule les structures, habitudes et modes de financement ou de prélèvements : l'ampleur des coûts trouve des limites dans ce que peuvent supporter les contribuables, les taxes, etc. Et il faut aussi s'adapter aux échanges et rapports de forces mondiaux (on ne balaiera pas la mondialisation par nos seuls moyens).

Autre problème majeur : ce type de dispositif change profondément les rapports sociaux et peut soulever l'opposition des « perdants » sans mobilisation des « gagnants ».

Et enfin et surtout il implique un changement de la place de chacun, de l'importance du travail et

de l'emploi dans la société. Il doit être accompagné par un effort majeur pour améliorer la formation au long de la vie.

Bref ce n'est pas d'abord ou pas seulement une affaire d'économistes !

Institutions (rapporteur B Arnaud)

A travers cette question, notre approche c'est *réhabiliter la politique*... comme au moment de la fondation du club AGA en décembre 1991 !

Les institutions actuelles sont inadaptées pour régler notre vie en société. Mais le personnel politique et, les citoyen.ne.s sont tout autant inadaptés à ce fonctionnement, souvent fixés sur des objectifs ou revendications sans envisager leurs conséquences sur l'ensemble de la société. Ils n'ont pas la parole ou ne sont pas écoutés. Les tentatives de transformations à la base sont intéressantes mais ont du mal à tracer un chemin de généralisation.

Des schémas de réformes, à tous les niveaux (de la commune à l'Etat) sont nombreux et on peut puiser dans ce vivier. Les points évoqués dans le débat portent sur :

- la séparation des pouvoirs / les modes de représentation / les statuts ancrés dans les territoires.
- Les contrôles et l'équilibre entre les logiques *citoyennes et institutionnelles*.

Mais comment penser et instrumentaliser le passage à cette réforme très complexe dans nos institutions : faut-il des Etats Généraux, une « constituante » qui travaillerait puis soumettrait ses décisions à un referendum ?

Sans oublier que la terre continuera à tourner pendant ces grands travaux.

Cohésion sociale (rapporteur F Mehl)

Question majeure : la cohésion sociale est fondée sur un contrat social dont l'Etat est un acteur décisif. Mais elle s'inscrit dans une trame d'habitudes et de considérations morales, respect des lois et d'autrui, solidarité, laïcité de l'Etat...

Elle vit en fonction de l'équité, de l'accès possible de tous aux moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics : logement, sécurité sociale et santé, et encore (notion récente) le *care* traduit comme prévenance, souci des autres attention et soins. La note produite pointe les divers grands domaines d'action le rôle de l'Etat.

Au-delà des discours politiques habituelles on voit les difficultés : laïcité dévoyée, carences graves dans l'éducation, difficultés quant au logement et à l'urbanisme avec la une ségrégation de fait, la responsabilité de l'Etat face aux difficultés pour l'école de la République, l'enjeu de la disponibilité de fonctionnaires ou de structure sociale (type ESS), les questions d'immigration et de racisme, etc.

L'un des enjeux majeurs dans cette logique est l'édifice de la sécurité sociale qui a longuement construit un modèle de rapport à la santé comme à l'intervention de l'Etat et des structures de la société dans son expansion et sa gestion. On voit dès l'annonce du « programme » de Fillon les effets de contestation et rejets qui se manifestent.

C'est l'indice de la sensibilité majeure de la population face à ces questions qui lient les conditions de vie de chacun aux modes d'accès à ces protections et avantages dans les conditions de vie quotidienne.

L'idée portée par notre document de travail et soulignée lors de cette réunion est : *nous avons besoin d'un nouveau contrat national* qui, à la fois, tiendra compte de l'héritage et permettra d'aller plus loin en tenant compte des exigences et conditions de notre époque, 70 ans après la création de la « sécurité sociale ».

N'ont pas été abordées la note sur l'Europe communiquée (B Vennin) et celle - attendue - sur les Territoires (J Bartholin)

Que faire ?

- Se donner les moyens d'intervenir sur les sujets abordés.
- Pour les sujets que nous ne maîtrisons pas, chercher des alliés (ex : l'écologie).
- Rédiger un document de base ou une déclaration que nous pourrions proposer à d'autres structures associatives.